

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 10 FÉVRIER 1921.

PROPOSITION DE LOI

portant modification aux articles 15 16 et 21 de la loi du 7 mai 1877, sur
la police des cours d'eau non navigables ni flottables.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La loi du 7 mai 1877 sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables a provoqué dans le pays dès son origine les plus vives récriminations.

Le principal grief articulé contre cette loi, concerne le mode de répartition des frais de curage et d'entretien de ces cours d'eau. En vertu de l'article 16 de cette loi, ces frais, là où il n'existent ni usiniers, ni autres usagers, sont mis à charge exclusive des propriétaires riverains.

Cette mesure est jugée inique en ce sens, que la loi impose à quelques-uns, une charge qui profite à la communauté. Charge importante, occasionnant aux riverains une dépense qui, de très conséquente qu'elle était déjà avant la guerre, est devenue aujourd'hui vraiment excessive par le fait de l'augmentation de la main-d'œuvre.

Cette dépense non seulement diminue singulièrement le rapport, mais dans bien des cas même, absorbe presque en entier le revenu réel de certaines propriétés. C'est le cas, notamment, pour les parcelles ayant un développement considérable le long de ces cours d'eau sur une profondeur ou largeur minime.

Notre proposition n'a pas pour but d'exonérer complètement les riverains, mais il nous paraît juste et équitable que la plus grande partie de ces frais d'entretien et de curage soit mise à charge de la communauté, payée par les administrations communales qui sont chargées de l'exécution de ces travaux avec le concours par voie de subside de la province et de l'État.

C'est ce que vise notre proposition.

Cette modification nous paraît juste et équitable. De même que tous les habitants d'une commune ou d'une contrée ont intérêt au bon entretien des chemins vicinaux, de même tous ont intérêt au bon écoulement des eaux.

Les chemins vicinaux sont entretenus aux frais de la commune, certains tels les

chemins déclarés de grande communication, reliant une ou plusieurs communes, avec le concours de l'État et de la province par voie de subsides. Pourquoi n'en serait-il pas de même des cours d'eau ?

C'est ce régime que nous voudrions voir appliquer à l'entretien des cours d'eau non navigables ni flottables. A cet effet, les cours d'eau seraient classés en deux catégories. Une catégorie comprendrait les cours d'eau ayant un intérêt purement local, ne dépassant pas le territoire d'une commune ; ceux-ci seraient entretenus aux frais des riverains pour un tiers, de la commune pour les deux autres tiers de la dépense. Dans une autre catégorie seraient rangés les cours d'eau présentant un intérêt plus général ou intercommunal ; pour ceux-ci les frais seraient répartis, un tiers entre les riverains, un tiers serait supporté par la commune et un tiers par la province et l'État.

On objectera peut-être que le fond des cours d'eau appartenant aux propriétaires riverains, il n'est que juste qu'ils en paient l'entretien.

Il semble résulter de l'examen des documents parlementaires que c'est cette considération qui a amené, en 1877, certains membres de la législature à maintenir à charge des riverains les frais de curage et de l'entretien des cours d'eau non navigables ni flottables.

Nous ne discuterons pas la question de la propriété du lit de ces cours d'eau, notre proposition n'ayant pas pour but de la trancher. Nous nous permettrons toutefois de constater et de faire remarquer que si la loi du 7 mai 1877 n'a pas consacré la domanialité de droit du lit des cours d'eau non navigables ni flottables, elle nous a mis toutefois en présence d'une domanialité de fait, attendu que de par la loi et les règlements, les travaux de curage non seulement ne doivent plus, mais même ne peuvent plus être exécutés par les propriétaires riverains. Ils sont exécutés par les soins des administrations communales.

Qui contestera, d'autre part, que les cours d'eau ne sont pas nécessairement affectés à un service public ? N'est-ce pas comme tels qu'ils sont régis par une loi de police ?

La réglementation des cours d'eau est donc ordre public et elle s'impose, au nom de l'intérêt général, soit qu'on les considère comme réceptacles des eaux courantes, soit comme collecteurs naturels des eaux pluviales.

La salubrité publique et la climatologie, l'agriculture et l'industrie sont également intéressées au régime des cours d'eau.

La salubrité publique exige que l'eau, cet élément si indispensable, soit saine et pure et pour cela il faut que les cours d'eau soient maintenus en bon état de curage, pour éviter toute cause de contamination.

Il faut prévenir et empêcher les envasements qui produisent indirectement les marécages, si pernicieux pour l'état sanitaire et la climatologie.

Au point de vue agricole, il faut que comme collecteurs, les cours d'eau non navigables ni flottables puissent répondre à leur double destination en recevant les eaux pluviales surabondantes et les eaux de drainage. Il faut que leur lit soit assez large pour maintenir les fortes crues occasionnées par les orages afin d'éviter les inondations. L'agriculture exige aussi pour la fertilisation des prairies par irrigation que les eaux soient exemptes de tout alliage nuisible.

ANNEXE AU N° 110.

BIJLAGE VAN N° 110.

PROPOSITION DE LOI

portant modification aux articles 15, 16 et 21 de la loi du 7 mai 1877, sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables.

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 15, alinéa 1, 16, alinéa 1, et 21, alinéa 1, sont modifiés comme suit :

CHAPITRE II.

Travaux ordinaires de curage, d'entretien et de réparation.

Art. 15. — Les travaux de curage annuel, d'entretien et de réparation à faire aux cours d'eau non navigables ni flottables et à leurs dépenses sont exécutés par les soins des administrations communales sous la conduite des commissaires voyers, ou d'autres agents spéciaux nommés par l'autorité provinciale.

Art. 16. — Les cours d'eau non navigables ni flottables dont il s'agit aux articles 1 et 2 de la présente loi, c'est-à-dire les cours d'eaux qui figurent aux tableaux descriptifs, sont classés en deux catégories suivant leur importance.

La liste des cours d'eau ou sections de cours d'eau de la 1^{re} classe est arrêtée dans chaque province par la députation permanente qui,

WETSVOORSTEL

tot wijziging van de artikelen 15, 16 en 21 der wet van 7 Mei 1877 op de politie der niet bevaarbare en niet vlotbare waterlopen.

EENIG ARTIKEL.

De artikelen 15, lid 1, 16, lid 1, en 21, lid 1, worden gewijzigd als volgt :

HOOFDSTUK II.

Gewone werken van ruiming, onderhoud en herstelling.

Art. 15. — De werken van jaarlijksche ruiming, van onderhoud en van herstelling, te verrichten aan de niet bevaarbare en niet vlotbare waterlopen en aan wat daartoe behoort, worden uitgevoerd door het toedoen van de gemeentebesturen onder de leiding van de commissarissen der wegen of van andere bijzondere ambtenaren benoemd door de provinciale overheid.

Art. 16. — De niet bevaarbare en niet vlotbare waterlopen bedoeld bij de artikelen 1 en 2 dezer wet, met name die welke voorkomen op de beschrijvende tabellen, worden naar hunne belangrijkheid gerangschikt in twee categorieën.

De lijst der waterlopen of afdelingen van waterloopen der 1^{ste} klasse wordt in elke provincie vastgesteld door de bestendige deputatie di,

s'il y a lieu, la complète ou la revise annuellement avant le 1^{er} octobre.

Seront classés dans la 1^{re} classe, les cours d'eau ou sections de cours d'eau présentant un intérêt général ou intercommunal et notamment ceux dont la largeur légale est égale ou supérieure à 3 mètres; les cours d'eau ou sections de cours d'eau sur lesquels sont établis des barrages de retenue; les cours d'eau ou sections de cours d'eau dans lesquels se déversent les eaux résiduaires d'établissements industriels importants ou le produit d'égouts d'agglomérations populeuses.

Les autres cours d'eau ou affluents directs de ces cours d'eau ne figurant pas sur la liste arrêtée par les députations permanentes appartiennent à la 2^{de} classe.

Les frais occasionnés par les travaux de curage, d'entretien et de réparation des cours d'eau de la 1^{re} classe, sont supportés pour un tiers de la dépense par la commune, pour un tiers par la province et l'État; et répartis pour un tiers entre les propriétaires riverains et les usiniers ou autres usagers. Pour les cours d'eau de la 2^{de} classe, ces frais seront supportés pour les deux tiers par la commune et répartis pour un tiers entre les propriétaires riverains et les usiniers ou autres usagers.

zoo daartoe aanleiding bestaat, ze elk jaar, vóór 1 October, aanvalt of herzielt.

Worden gerangschikt in de 1^{ste} klasse de waterlopen of afdeelingen van waterlopen, welke van algemeen belang of van belang voor verscheidene gemeenten zijn, en, met name, de waterlopen of afdeelingen van waterlopen, wier wettige breedte drie meter bereikt of overschrijdt; de waterlopen of afdeelingen van waterlopen, waarop stuwdammen gevestigd zijn; de waterlopen of afdeelingen van waterlopen, waarin de afvalwateren van aanzienlijke nijverheidsinrichtingen of de inhoud van de riolen uit volkrijke plaatsen afloopen.

De overige waterlopen of rechtstreeks daarin toevloeiende wateren, die niet voorkomen op de door de bestendige deputatiën vastgestelde lijsten, behooren tot de 2^{de} klasse.

De kosten, veroorzaakt door de werken van ruiming, van onderhoud en van herstelling der waterlopen van de 1^{ste} klasse, worden gedragen voor een derde deel der uitgave door de gemeente, voor een derde deel door de provincie en den Staat, en verdeeld voor een derde deel onder de oevereigenaars en de fabrikanten of andere gebruikers. Voor de waterlopen der 2^{de} klasse worden deze kosten gedragen voor de twee derden door de gemeente en verdeeld voor een derde onder de oevereigenaars en de fabrikanten of andere gebruikers.

CHAPITRE III.

Travaux extraordinaires
d'amélioration.

Art. 21. — Chaque commune peut, sous l'approbation de la députation permanente, répartir la moitié de la dépense qui lui incombe entre tous les propriétaires intéressés et les usiniers ou autres usagers, proportionnellement au degré de leur intérêt.

HOOFDSTUK III.

Buitengewone werken van
verbetering.

Art. 21. — Elke gemeente kan, mits goedkeuring door de bestendige deputatie, de helft der uitgave, die te haren laste valt, onder al de belanghebbende eigenaars en de fabrikanten of andere gebruikers verdeelen naar verhouding van hun belang.

Oscar VANDEN EYNDE,
J. MAENHAUT,
R. DE KERCHOVE D'EXAERDE,
J. DE KEERSMAECKER,
C. DE BRUYCKER,
Lionel PUSSEMIER.



Enfin, l'industrie doit pouvoir utiliser toute la force motrice que les cours d'eau sont susceptibles de produire.

Sous tous ces rapports donc, les cours d'eau non navigables ni flottables intéressent la généralité des habitants, la communauté, et c'est en conséquence de ce fait que les pouvoirs publics se sont arrogés le droit de police et notamment qu'ils en ordonnent le curage.

Mais comment, dès lors, justifier les stipulations de l'article 16 de la loi ainsi libellé, « les frais occasionnés par les travaux de curage, d'entretien et de réparations sont répartis entre les propriétaires riverains et les usiniers ou autres usagers. »

Si ces travaux sont requis et ordonnés dans l'intérêt général, est-il équitable que les dépenses en résultant soient mises à charge exclusive des propriétaires riverains ? L'intervention des usiniers et autres usagers se justifie mieux. Là où ils s'en trouvent, il n'est que juste qu'ils interviennent dans les frais de curage et d'entretien. Leur situation est toute différente. Ils profitent directement du cours d'eau, ils causent des dégâts et en retirent un bénéfice, le plus souvent même au détriment des propriétaires riverains et, pour ce motif, ils auraient toujours dû être plus taxés que les riverains.

Il est incontestable que le moulin qui retient les eaux accumule le limon en amont dans le cours d'eau, de même que pour l'aval il y a des industries, des usines qui causent l'envasement des cours d'eau : les fabriques de sucre notamment.

Dès lors, il n'est que juste et équitable qu'ils interviennent pour une part proportionnelle aux dégâts qu'ils causent, part à fixer par le conseil communal.

Il est vrai que les riverains jouissent aussi de certains avantages. Ils ont le droit de pêche et peuvent utiliser les eaux pour les irrigations. Mais ces avantages sont si éventuels et si exceptionnels que dans la plupart des cas il n'y a pas lieu d'en tenir compte.

Combien de ruisseaux sont encore poissonneux, et combien peu de riverains peuvent utiliser les eaux pour les irrigations ? Il faut que le terrain s'y prête, que l'irrigation soit possible, et si elle est possible qu'elle soit fructueuse. Il faut que les terrains soient ou puissent être convertis en prairies, que le ruisseau ait un volume d'eau suffisant et utilisable, etc., etc.

Mais tous ces avantages, alors même qu'ils existent, sont loin de compenser les inconvénients et dégâts permanents auxquels les riverains sont exposés : inondations, ravinement, détérioration des rives, empiètement des eaux, etc.

En règle générale, les riverains ont à subir une servitude onéreuse que rien ne vient compenser.

On ne peut, dès lors, en déduire le droit d'imposer aux riverains seuls les charges d'entretien et de curage. Notre projet maintient une partie des frais à leur charge, mais nous disons que ces travaux étant ordonnés dans l'intérêt public, au profit de la collectivité, il n'est que juste et équitable de mettre la plus grande partie de la dépense à charge de la communauté.

C'est ce que vise notre proposition.

En conséquence, nous avons l'honneur de vous proposer de modifier comme suit la loi du 7 mai 1877 sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables.

OSCAR VANDEN EYNDE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 FEBRUARI 1921.

WETSVOORSTEL

tot wijziging van de artikelen 15, 16 en 21 der wet van 7 Mei 1877 op de politie der niet bevaarbare en niet vlotbare waterlopen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De wet van 7 Mei 1877 op de politie der niet bevaarbare en niet vlotbare wateren heeft, van den beginne af, tot de hevigste klachten aanleiding gegeven.

Het voornaamste bezwaar, tegen die wet aangevoerd, betreft de wijze, waarop de kosten van ruiming en van onderhoud dier waterlopen worden verdeeld. Krachtens artikel 16 dier wet vallen deze kosten, in de gemeenten waar de waterloop door fabrikanten noch door andere verbruikers wordt benuttigd, uitsluitend ten laste van de eigenaars, wier eigendommen langs de oevers zijn gelegen.

Dit is een onrechtvaardige maatregel, vermits de wet aan enkelen een last oplegt, welke ten goede komt aan de gemeenschap. Het is een aanzienlijke last, welke aan de oevereigenaars eene uitgave oplegt, die vóór den oorlog reeds zeer aanzienlijk was, doch heden ten dage waarlijk overdreven is geworden uit hoofde van de loonsverhooging voor het handwerk.

Door die uitgave wordt de opbrengst der eigendommen niet enkel merkkelijk verminderd, doch in menig geval wordt zelfs schier geheel de werkelijke opbrengst van sommige eigendommen daardoor opgeslorpt. Dat is, namelijk, het geval voor gronden, die eene geringe diepte of breedte hebben, doch op eene aanzienlijke lengte langs deze waterlopen liggen.

Ons voorstel heeft niet ten doel, de oevereigenaars geheel te ontlasten, doch, onzes dunkens, is het billijk en rechtvaardig, dat het grootste deel dezer kosten van onderhoud en van ruiming ten laste komen van de gemeenschap en worden betaald door de gemeentebesturen die belast zijn met de uitvoering dezer werken en daartoe vanwege Staat en provincie toelagen zouden ontvangen.

Dit beoogt ons voorstel.

Zoodanige wijziging komt ons billijk en rechtvaardig voor. Evenals al de inwoners van eene gemeente of van eene streek belang hebben bij het goed onderhouden van de buurtwegen, evenzeer hebben zij belang bij den goeden afloop der wateren.

De buurtwegen worden onderhouden op kosten van de gemeente; voor sommige, zooals de wegen van groot verkeer waardoor onderscheidene gemeenten met elkaar zijn verbonden, worden daarenboven toelagen verleend door Staat en provincie. Waarom zou men aldus niet handelen voor de waterloopen?

Deze regeling wenschen wij te zien toepassen op het onderhoud der niet bevaarbare en niet vlotbare waterloopen. Te dien einde zou men de waterloopen in twee soorten indeelen. Tot de eerste soort zouden behooren de waterloopen, die een zuiver plaatselijk belang opleveren en zich buiten het gebied van eene gemeente niet uitstrekken; deze zouden onderhouden worden voor een derde op de kosten van de oevereigenaars en voor twee derden op kosten van de gemeente. Tot de tweede soort zouden behooren de waterloopen die een meer algemeen of een intercommunaal belang opleveren; voor deze zouden de kosten worden gedragen voor een derde door de oevereigenaars, voor een derde door de gemeente en voor een derde door de provincie en den Staat.

Daarfege zal men wellicht aanvoeren dat, vermits de bedding der waterloopen aan de oevereigenaars toebehoort, het dan ook slechts billijk is, hun de kosten van het onderhouden daarvan op te leggen.

Uit het onderzoek van de gedrukte stukken der Kamers schijnt te blijken, dat deze beschouwing in 1877 sommige leden van de Wetgevende Kamers heeft aangezet, de kosten van ruiming en van onderhoud der niet bevaarbare en niet vlotbare waterloopen ten laste van de oevereigenaars te behouden evenals vroeger.

Wij zullen het vraagstuk van het eigendomsrecht der bedding van die waterloopen niet behandelen; ons voorstel heeft niet ten doel, dit vraagstuk op te lossen. Wij moeten echter doen opmerken dat, zoo de wet van 7 Mei 1877 het eigendomsrecht van den Staat op de bedding der niet bevaarbare en niet vlotbare wateren niet heeft bevestigd, zij niettemin een feitelijk eigendomsrecht van den Staat heeft ingevoerd, vermits, krachtens de wet en de reglementen, de ruimingswerken door de oevereigenaars niet meer moeten, doch zelfs niet meer mogen uitgevoerd worden. Zij worden uitgevoerd door het toedoen van de gemeentebesturen.

Wie zal daarenboven betwisten dat de waterloopen niet noodzakelijkerwijs tot een openbaren dienst dienen? Vallen zij niet als zoodanig onder de toepassing van eene politiewet?

De regeling der waterloopen is dus van openbare orde en is er noodig ten algemeenen nutte, onverschillig of men ze beschouwt als bestemd om de loopende wateren op te vangen, ofwel als natuurlijke vergaarders van het regenwater.

De volksgezondheid, de klimaatkunde, de landbouw en de nijverheid zijn alle in gelijke mate betrokken bij de regeling der waterloopen.

De volksgezondheid eischt dat het water, dit zoo onontbeerlijk bestanddeel des levens, gezond en zuiver weze ; daarom is het noodig dat de waterloopren rein gehouden worden, ten einde elke oorzaak van besmetting te weren.

Men dient de aanslijking te voorkomen en te verhinderen, waardoor moerassen onrechtstreeks tot stand komen, welke zoo nadeelig zijn voor de gezondheid en het klimaat.

Ten aanzien van den landbouw moeten de niet bevaarbare en niet vlotbare waterloopren, als vergaarders, aan hun dubbel doel beantwoorden : zij moeten het overtollige regenwater en het draineerwater opvangen. Ten einde de overstromingen te vermijden, moet, bij het wassen der wateren, de gezwollen loop binnen zijne bedding kunnen blijven en daarom moet deze de noodige breedte bezitten. Ook om de weiden door besproeiing vruchtbaar te maken, moet, in het belang van den landbouw, het water vrij zijn van elk schadelijk bestanddeel.

Ten slotte, moet de nijverheid kunnen gebruik maken van geheel de drijfkracht, welke de waterloopren kunnen voortbrengen.

Om al die redenen leveren de niet bevaarbare en niet vlotbare waterloopren dus belang op voor al de bewoners, voor de gemeenschap, en het is op grond van dit feit dat de openbare overheden zich het recht van politie hebben toegeëigend en, namelijk, dat zij de ruimingswerken doen uitvoeren.

Doch, hoe kan men dan de navolgende bepaling van artikel 16 der wet wettigen : « De kosten veroorzaakt door de ruimingswerken, de werken van onderhoud en van herstelling worden verdeeld onder de oevereigenaars en de fabrikanten of andere gebruikers ».

Indien deze werken worden opgelegd en gelast in het algemeen belang, is het dan billijk dat de daaruit voortvloeiende kosten uitsluitend ten laste van de oevereigenaars worden gelegd? De tusschenkomst der fabrikanten en andere gebruikers is beter gewettigd. Het is maar billijk dat zij in de ruimingskosten en in de kosten van onderhoud. Hun toestand is geheel anders. Zij hebben rechtstreeks voordeel van den waterloop, richten er schade aan en trekken er winst uit, meestal zelfs ten nadeele van oevereigenaars; om deze reden hadden zij altijd een hooger last moeten dragen dan de oevereigenaars.

Het valt niet te ontkennen dat de molen, die het water ophoudt, hooger op in de rivier het slijk ophoopt, evenals er fabrieken en werkhuizen zijn, die rivierafwaarts het aanslijken veroorzaken; dat is het geval, namelijk, met de suikerfabrieken.

Dienvolgens is het slechts billijk dat zij bijdragen voor een deel, geevenredigd aan de schade welke zij veroorzaken, welk deel door den gemeenteraad dient te worden bepaald.

Het is waar dat de oevereigenaars ook zekere voordeelen genieten. Zij hebben het recht te visschen en mogen het water gebruiken voor de besproeiingen. Deze voordeelen zijn echter zoo toevallig en zoo uitzonderlijk dat men daarmee meestendeels geen rekening kan houden.

Hoeveel beken kan men nog vischrijk noemen? En hoe weinig talrijk zijn

de eigenaars die het water kunnen gebruiken voor besproeiingen? De grond moet daartoe geschikt zijn, de besproeiing mogelijk en bovendien nog moeiteloosend zijn. De gronden moeten weilanden zijn of in weilanden kunnen omgezet worden, de beek moet voldoende en bruikbaar water bevatten, enz., enz.

Doch al die voordeelen, gesteld dat zij bestaan, wegen niet op tegen de bestendige bezwaren en nadeelen, waaraan de oevereigenaars zijn blootgesteld : overstromingen, wegspoelingen, beschadiging der oevers, indringen van het water, enz.

Over 't algemeen hebben de oevereigenaars een zeer zwaren last te dragen, welke door niets vergoed wordt.

Daarop mag dienvolgens het recht niet steunen, alleen aan de oevereigenaars de lasten van onderhoud en ruiming op te leggen. Door ons ontwerp blijft een gedeelte van de kosten te hunnen laste, maar wij meenen dat voor deze werken, voorgeschreven in het algemeen belang, ten voordeele van de gemeenschap, het grootste gedeelte der uitgaven rechtvaardigheids-halve ten laste van de gemeenschap komen moet.

Dit is het doel van ons wetsvoorstel.

Wij hebben bijgevolg de eer u voor te stellen, de wet van 7 Mei 1877 op de politie der niet bevaarbare en niet vlotbare waterlopen te wijzigen zooals hierna is aangegeven.

OSCAR VANDEN EYNDE.
